



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 19/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA SAS**

ZI Sud  
23 Rue L.A. Poitevin  
71380 Saint-Marcel

Références : CP/MV/2024/C\_134  
Code AIOT : 0024700008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement ESKA SAS implanté ZI Sud 23 Rue L.A. Poitevin 71380 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA SAS
- ZI Sud 23 Rue L.A. Poitevin 71380 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0024700008
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement ESKA de Saint-Marcel appartient au groupe DERICHEBOURG. Il est spécialisé dans le traitement de déchets de câbles en cuivre par broyage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Entreposage des déchets	AP Complémentaire du 10/12/2020, article 8.1.2.3	Demande d'action corrective	30 jours
10	Plan des réseaux humides	AP Complémentaire du 10/12/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Caractérisation des déchets "cables gras"	AP Complémentaire du 10/12/2020, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Étanchéité du bassin de confinement	AP Complémentaire du 10/12/2020, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse du risque foudre - ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
2	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
5	Conformité aux plans et données du dossier	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 1.3	Sans objet
6	Plan de circulation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 2.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Ressources en eau d'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 7.7.3	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 mai 2024 a permis de constater que l'exploitant avait pris les mesures nécessaires au respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure lui demandant de disposer du débit d'eau requis pour la défense incendie du site.

Il a également été constaté que :

- les modalités d'entreposage des câbles réceptionnés sur le site s'écartaient de celles figurant dans son arrêté d'autorisation, notamment concernant la distance de séparation des différents lots de câbles entre eux,
- la vérification des dispositifs de protection contre la foudre restait à faire.

Concernant la maîtrise des émissions diffuses de déchets de plastiques broyés et des poussières issues du système de traitement, l'exploitant a fait le choix de couvrir l'installation de stockage et de manipulation des déchets broyés de plastiques broyés. Ce projet d'aménagement a été porté à la connaissance du préfet fin 2023, le permis de construire a été déposé. Les mesures temporaires (brise vent, nettoyage renforcé) prises par l'exploitant ont apportées une amélioration mais restent insuffisantes. La solution pérenne de confinement prévue par l'exploitant est de nature à satisfaire la prescription concernée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du risque foudre - ARF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une analyse du risque foudre en juillet 2019 (référence RGC 24528) prenant</p>

en compte les nouvelles installations de traitement de déchets de câbles mises en services suite à l'arrêt de l'activité de broyage de VHU et de DEEE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Etude technique foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a produit une étude technique foudre datée du 23/12/2021.Elle a été réalisé par un organisme reconnu compétent Il y est mentionné qu'elle remplace celle réalisée en juillet 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Installation des dispositifs de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a produit le dossier des ouvrages exécutés (réf. DOE31611 du 07/01/2022) relatif à l'installation du PDA et de ses équipements dont les fiches techniques indiquent qu'ils sont conformes aux normes applicables. L'exploitant ne disposait pas des justificatifs d'installation des parafoudres dont l'étude technique foudre préconisait la mise en place.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira les justificatifs d'installation des parafoudres prévus par l'étude technique

foudre (ETF).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Dispositifs de protection : vérification complète**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas pu justifier que la vérification complète des équipements avait été réalisée après leur installation. Il est considéré que la prescription n'était pas respectée. Suite à l'inspection, il a adressé un devis d'une société de contrôle daté du 30/05/2024 pour une vérification complète à réaliser en 2024 et une vérification visuelle en 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant adressera le rapport de contrôle des dispositifs de protection contre la foudre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Conformité aux plans et données du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection, il avait été constaté des écarts entre l'aménagement du site et les données du dossier déposé par l'exploitant, notamment :

- la cuve de GNR et l'aire de distribution de carburant n'était pas positionnées à l'emplacement initialement prévu,
- les déchets broyés n'étaient pas stockés dans des bennes FMA mais en vrac à même le sol ce qui occasionnait des envols de plastiques broyés.

Lors de la visite du 22 mai 2024, il a pu être constaté que la cuve de GNR et l'aire de distribution de carburant avaient rejoint l'emplacement prévu permettant la collecte des eaux pluviales et leur traitement dans le séparateur d'hydrocarbures dédié.

L'utilisation de bennes FMA n'est finalement pas retenue par l'exploitant pour des questions pratiques.

Il a porté à la connaissance du préfet le 8 décembre 2023 un projet de couverture de la zone de réception et de stockage des déchets de plastique broyé. Cet aménagement est de nature à prévenir l'envol de plastiques broyés. L'exploitant a indiqué que le permis de construire a été déposé.

Il avait également été constaté que le stockage extérieur des câbles n'était pas effectué sur les nouvelles surfaces en béton réalisées lors de la réfection du site, ce qui avait été considéré comme non conforme au dossier. Cependant, les câbles sont stockés sur les anciennes dalles de 20 cm d'épaisseur dont les dégradations superficielles ne semblent pas remettre en cause l'étanchéité pour le moment.

Il est considéré que les 3 non conformités relevées sur ce point lors de la précédente inspection sont levées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Plan de circulation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 2.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès au site

**Prescription contrôlée :**

[...]Les poids-lourds à l'arrêt devront couper leur moteur et la vitesse maximale de circulation sera de 20 km/h. Un plan de circulation sera présent à l'entrée du site qui rappela la limitation de vitesse.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le plan de circulation n'était pas affiché à l'entrée du site.

Le plan est maintenant affiché. Cette non conformité a été levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Emissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les

installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

#### **Constats :**

Lors de précédente inspection, la présence de déchets de plastiques broyés et de poussières de plastiques issues du cyclone avait été constatée aux abords de l'installation de stockage et de dépoussiérages. Ces émissions diffuses étaient favorisées par la hauteur de chute, l'absence de manche souple ou de brise vent, la conception, l'implantation des casiers et la reprise de ces produits pour les évacuer.

Depuis l'exploitant a porté à la connaissance du préfet le 8 décembre 2023 un projet de capotage des installations de manipulation et d'entreposage des plastiques broyés et des poussières issues du broyeur. Le permis de construire été déposé.

Dans l'attente, il a été constaté lors de la visite que des brises vents avaient été mis en place limitant la pénétration du vent dans l'auvent.

Par ailleurs, l'exploitant a renforcé la fréquence de nettoyage du secteur et augmenté la fréquence d'évacuation de l'ampliroom situé sous le cyclone.

Ces mesures semblent avoir amélioré quelque peu la situation mais la présence de ces produits sur les sols est encore constatée. Il est considéré que la prescription n'était pas respectée le jour de l'inspection.

Le projet création d'un bâtiment fermé pour confiner ces installations est de nature à lever la non conformité constatée. C'est pourquoi il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade.

Par ailleurs, ce projet de modification n'est pas jugé substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et peut être réalisé sans nouvelle autorisation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection le calendrier de construction du bâtiment de confinement de la zone de manipulation et de stockage des produits issus de la ligne de broyage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 8 : Ressources en eau d'extinction d'un incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 7.7.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Moyens de lutte contre l'incendie

#### **Prescription contrôlée :**

##### Ressources en eau et mousse

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve en eau d'extinction de 270 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures constitués par :

- une réserve de 495 m<sup>3</sup>,
- deux bornes incendie alimentées par le réseau eau potable et pouvant délivrant 153 m<sup>3</sup>/h en simultané,
- un poteau incendie situé à proximité du site permettant de mobiliser 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar résiduel.

## Constats :

### Rappel

La défense contre l'incendie nécessite un débit de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit un volume de 540 m<sup>3</sup>.

Ce débit doit être assuré par la présence de :

- 2 poteaux incendie interne DN 100 dont le débit unitaire ne doit pas être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar,
- 1 poteau incendie communal DN 100 dont le débit unitaire ne doit pas être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar,
- 1 réserve d'eau disponible de 180 m<sup>3</sup> dans la réserve sprinklage.

Consulté par l'exploitant début 2021 sur la défense incendie du projet, le service d'incendie et de secours, constatant des écarts entre le besoin en eau et la quantité réellement disponible, avait émis plusieurs recommandations, notamment :

- rendre accessible le poteau incendie interne situé au nord du site par une voie engin,
- remettre en place le poteau d'incendie de la DECI communale situé vers l'entrée du site,
- modifier la réserve incendie pour rendre accessible le volume de 180 m<sup>3</sup> d'eau dédié à la DECI en cas d'utilisation du volume total dédié au sprinklage.

Lors de l'inspection réalisée le 11/05/2021, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé les actions identifiées par le SDIS nécessaires à la défense incendie du site, hormis l'aménagement d'un accès au poteau incendie DN 100 interne situé au nord du site. Le site ne disposait pas de l'ensemble des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 27 août 2021 de satisfaire aux dispositions prévues à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2020 en prenant les mesures nécessaires pour disposer d'une réserve en eau d'extinction de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

### Constat :

Lors d'une nouvelle visite réalisée le 9 septembre 2021, le SDIS a pu constater que ses recommandations avaient été suivies d'effet. Notamment, la réserve incendie a été modifiée pour permettre l'aspiration des 180 m<sup>3</sup> dédiés à la DECI.

L'inspection a permis de constater que le poteau incendie a été remis en place à l'entrée du site, que le poteau interne a été rendu accessible par une voie pompier (les essais de portance ont été communiqués à l'inspection).

Il peut être considéré que le site dispose d'un débit d'extinction de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures pour la défense incendie. L'exploitant a pris les mesures nécessaires pour satisfaire aux dispositions prévues à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2020.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure 27 aout 2021 est respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 9 : Entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/12/2020, article 8.1.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

A l'extérieur, une zone de stockage est prévue sur la partie Nord-Est du site sur une surface étanche. Les câbles sont stockés en 8 îlots de 10 mètres de chaque côté et séparés les uns des autres et des limites de l'établissement par une distance minimum de 8 mètres. L'emplacement des îlots est matérialisé par un marquage au sol. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres.

**Constats :**

Les câbles réceptionnés sont entreposés à l'arrière du bâtiment soit dans des cellules non couvertes fermées sur 3 côtés, soit en îlot.

Il a été constaté que les îlots n'étaient pas de taille régulière et n'étaient pas espacés de 8 mètres les uns des autres. L'emplacement des îlots n'est pas matérialisé au sol.

Cet espacement de 8 mètres vise à limiter voire supprimer la propagation de l'incendie d'un îlot à un îlot voisin par effet domino.

L'exploitant a indiqué qu'il pensait réorganiser ces stockages lors de la construction du nouveau bâtiment devant accueillir les nouvelles tables à eau (procédé de séparation optimisé du cuivre et des plastiques) à implanter à l'arrière du bâtiment existant. Ce projet a été porté à la connaissance du préfet par courrier du 8 décembre 2023.

L'organisation de l'entreposage des câbles n'est pas conforme à la prescription le jour de l'inspection.

Par ailleurs, l'inspection considère que l'exploitant peut se conformer à la prescription sans attendre la construction du nouveau bâtiment dont l'implantation nécessitera le déplacement préalable des câbles entreposés.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant d'organiser l'entreposage des déchets de câbles selon les dispositions de l'article 8.1.2.3 de son arrêté d'autorisation sans attendre la construction du nouveau bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 10 : Plan des réseaux humides**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le plan présenté ne comportait pas les ouvrages de pompages du bassin de confinement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan des réseaux humides.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Caractérisation des déchets "câbles gras"**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2020, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Caractérisation des déchets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site respecte les dispositions suivantes relatives au traitement des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les déchets admis sur l'installation sont uniquement les câbles électriques (non dangereux) : câbles/fils automobiles, câbles cuivrés et câbles cuivrés en mélange avec d'autres câbles divers. Tout autre déchet est interdit.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a pu être constaté la présence d'un lot de câbles imprégnés dit "câbles gras". L'exploitant ne disposait pas de document attestant du caractère non dangereux de ce déchet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du caractère non dangereux des déchets de "câbles gras".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 12 : Etanchéité du bassin de confinement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/12/2020, article 7.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 127 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté un phénomène inexplicable de bullage provenant du fond du bassin de confinement du site amenant l'inspection à s'interroger sur l'étanchéité du bassin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la bonne étanchéité du bassin de confinement et de rechercher les causes du bullage constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

